

Fukushima, révélateur pour l'Europe

Derrière la catastrophe nipponne, la question qui se pose est finalement celle de la résilience industrielle et technologique d'un continent dépourvu de vision stratégique et ouvert à tous les vents de la mondialisation

La catastrophe de Fukushima n'aura pas engendré seulement des drames humains. Elle a aussi un impact économique réel qui témoigne de l'imbrication des systèmes productifs mondiaux. Il est clair que la situation à laquelle doit faire face actuellement le Japon ne va pas faciliter une sortie de crise qui semblait, dans un pays lourdement endetté et à la croissance historiquement très faible, déjà bien difficile. Tout d'abord, le tremblement de terre a eu des conséquences négatives sur l'activité nipponne : infrastructures de transport endommagées, diminution de la production électrique, équipements détruits ou provisoirement à l'arrêt, déplacement de populations, capacités de production tournant au ralenti... On évalue l'impact financier du tsunami et de sa conséquence nucléaire à quelque 200 à 300 milliards de dollars, chiffre à mettre en rapport avec le tremblement de terre de Kobe, en 1995, dont les dégâts ont coûté 50 milliards de dollars à l'économie nipponne.

Les partenaires du Japon pourraient eux aussi pâtir des effets sur l'économie nipponne de cette catastrophe sans précédent. Troisième PIB mondial, premier partenaire commercial de la Chine et des Etats-Unis, premier investisseur en Chine et, plus globalement, en Asie, le Japon est un des acteurs centraux de la zone Asie-Pacifique. D'un point de vue global, de fait, il faut s'attendre à une moindre demande adressée par les consommateurs nippons aux fournisseurs habituels de l'Archipel et à des flux d'investissements qui risquent de se recentrer, au moins provisoirement, sur le Japon, avec pour conséquence un effet sur la croissance économique régionale.

Plus incertain est l'impact que pourrait avoir la catastrophe de Fukushima sur les taux d'intérêt américains. Quatrième exportateur mondial, le Japon a accumulé au fil du temps de très importants excédents commerciaux. On évalue à quelque 1 000 milliards de dollars les réserves de change placées en bons du trésor américain dont l'Archipel est le deuxième souscripteur après la Chine. Que les compagnies d'assurance japonaises rapatrient massivement ces actifs pour financer notamment le coût de la reconstruction et le paiement des dédommagements, et ce sont les taux américains qui risquent mécaniquement de s'envoler. Une mauvaise nouvelle alors même que l'économie US hésite encore à s'affranchir des effets de la crise financière. Il est vrai aussi, à rebours, qu'un tel scénario pourrait impacter négativement l'activité économique nipponne en renchérissant le yen et, in fine, en fragilisant ses exportations – le seul ressort de la croissance japonaise.

Enfin, la catastrophe de Fukushima aura eu pour effet de révéler l'extrême dépendance de l'économie mondiale à l'égard de certains produits industriels stratégiques manufacturés au Japon. Malgré une croissance atone, en dépit aussi et surtout d'un niveau de vie et de production parmi les plus élevés au monde, le Japon a su conserver sur son territoire une capacité industrielle importante, notamment dans le domaine des équipements à haute valeur ajoutée, dans celui de l'électronique et de l'automobile. En France comme dans le reste de l'Europe, des ruptures d'approvisionnement pourraient se faire sentir une fois les stocks de certains produits épuisés. La liste des entreprises exposées recouvre nombre des fleurons industriels nationaux : Renault, Airbus, Sagem, Thales, STMicroelectronics, PSA...

Au-delà des conséquences conjoncturelles que le tremblement de terre de Fukushima peut avoir sur les clients de l'industrie japonaise, cette situation doit nous amener à réfléchir à la forte dépendance de l'Europe, à force de délocalisations massives, en matière de composants de haute technologie. Que se passera-t-il demain si, pour telle ou telle raison, la Chine ou les Etats-Unis, par exemple, décidaient de restreindre leurs exportations de produits sensibles à destination de l'Europe ? Derrière la catastrophe nippone, la question qui se pose est finalement celle de la résilience industrielle et technologique d'un continent dépourvu de vision stratégique et ouvert à tous les vents de la mondialisation. A quand une véritable politique industrielle et de souveraineté économique en Europe ?

Pascal LOROT,

Le nouvel Économiste - N°1561 - 7 avril 2011